

La reconnaissance d'un Etat palestinien sans l'intégralité de ses droits n'a pas de sens

22.10.2014

Categories: BDS-Arguments

Le New York Times a publié le 16 octobre 2014 un article de Omar Barghouti, militant palestinien et un des fondateurs du mouvement BDS qui aborde la question de la reconnaissance de l'"Etat palestinien". L'article a été traduit par Agence Medias Palestine:

"Le vote écrasant du Parlement britannique pour la reconnaissance d'un « Etat de Palestine » peut vraiment être un signe de « où souffle le vent », comme l'a commenté l'ambassadeur britannique à Tel-Aviv – un reflet de l'érosion significative du soutien public au régime israélien d'occupation et de déni des droits des Palestiniens. Mais il ne faudrait pas le voir en noir et blanc.

Si c'est le premier pas vers la reconnaissance du droit irréfutable du peuple palestinien à l'auto-détermination, ce serait alors une contribution positive à l'établissement d'une paix juste et durable en conformité avec la législation internationale.

Mais si, comme sous-entendu, cela consiste à seulement ressusciter la version comateuse de la « solution à deux Etats » qui, dictée par Israël, oublie les droits fondamentaux des Palestiniens, ce serait une preuve de la complicité britannique pour accorder une légitimité au régime injuste d'Israël.

Comme l'a prédit le Secrétaire d'État John Kerry, après tout, le déni des droits des Palestiniens par Israël et la colonisation continue des territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem Est, transformera la solution putative à deux Etats en Bantoustans palestiniens dans un « Etat d'apartheid » d'Israël.

Selon les Nations Unies, le droit des Palestiniens à l'auto-détermination comprend, en plus de la souveraineté nationale, « le droit inaliénable des Palestiniens à retrouver leurs maisons et leurs biens d'où ils ont été déracinés et évincés ».

Une écrasante majorité de la société civile palestinienne a déclaré, dans l'appel historique de 2005 au Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, que pour mettre en œuvre l'auto-détermination palestinienne, il fallait mettre fin à l'occupation et la colonisation par Israël depuis 1967, « reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabes-palestiniens d'Israël à une totale égalité », et le

droit pour les réfugiés palestiniens de retrouver leurs maisons et leurs terres d'où ils ont été chassés par la force en 1948.

Israël a violemment refusé la pleine égalité, dans ses principes et dans ses lois, pour ses citoyens palestiniens parce que cela saperait, de facto et de jure, sa volonté d'être un Etat exclusivement juif. Cependant, même le Département d'État américain a critiqué Israël parce qu'il maintenait un système de « discrimination institutionnelle, juridique et sociétale » contre ses citoyens palestiniens.

Les Palestiniens attendent des gouvernements mondiaux, et spécialement du gouvernement britannique directement responsable de la création de la question palestinienne, de reconnaître, avant toute autre chose, notre droit à l'égalité des droits avec toutes les autres nations et tous les autres êtres humains.

Nous voulons ce que l'Archevêque Desmond Tutu appelle « le menu complet des droits ».

J.Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: article de Omar Barghouti dans le New York Times: **Recognition of a Palestinian State without Full Rights Is Meaningless.**

[Lire cet article \(en anglais\)](#)

Un autre article intéressant sur ce thème est celui de Ibrahim Halawi, publié sur Middleeasteye et traduit par info-palestine.net: **Edward Saïd et la solution à un seul Etat.** [Lire l'article:](#)